

Messieurs

J'ai pris connaissance de votre lettre du 8 février ainsi que de votre mémorandum. Tout d'abord, je tiens à vous dire mon indignation face à la manière dont sont traitées les personnes qui cherchent, et espèrent, refuge en France. Ces demandeurs d'asile ont été chassés, ou ont dû fuir, de chez eux devant une oppression que personne ne devrait tolérer. Et que trouvent-ils en arrivant ici ? Une administration qui les traite bien souvent comme une menace à écarter !

C'est d'autant plus révoltant que c'est une politique d'État dont l'impulsion vient de tout en haut, d'hommes politiques qui se hissent et tâchent de se maintenir au pouvoir en flattant les préjugés xénophobes d'une partie de l'électorat. Ce qui engendre parfois, chez ceux qui sont chargés concrètement d'appliquer ces directives, des comportements brutaux et inhumains.

Vous le savez peut-être, je suis communiste et internationaliste. J'espère, et je me bats pour, que l'avenir de l'humanité ne soit plus marqué par les frontières. C'est fondamentalement pour cette raison que je pense que l'asile devrait être dès à présent accordé sans restriction à tout opprimé qui fuit son pays tout simplement pour vivre.

En ce qui concerne l'immigration économique, mes idées découlent des mêmes convictions internationalistes. L'humanité moderne est le fruit d'un processus séculaire d'internationalisation, ou de mondialisation, de l'économie, des moyens de transports, de communication, des sciences... bref, de tout ce dont est fait le progrès. Il est tout à fait normal que les travailleurs et leurs familles puissent eux aussi circuler librement. D'autant plus que l'économie capitaliste est dominée par les puissances impérialistes, dont la France. Puissances qui se sont constituées en bloquant le développement économique de continents entiers, dont les habitants voient ainsi leur avenir bouché.

Bien que ne pensant pas être élue, comme la plupart des autres candidats d'ailleurs, voici mes réponses à vos questions :

**1- Encadrer la durée maximale de procédure dans un délai raisonnable :**

- C'est bien le moins. Les délais sont inhumains car pendant ce temps la vie des réfugiés est entre parenthèse.

**2- Instaurer un recours suspensif pour tous :**

- D'accord.

**3- Améliorer la qualité des décisions de première instance :**

- Je pense que le taux de reconnaissance du droit d'asile est avant le fruit de la politique anti-immigré du gouvernement, à laquelle je m'oppose.

**4- Rappeler et renforcer les piliers de la politique d'accueil :**

- D'accord. Il est de toute évidence nécessaire d'adapter les structures d'accueil pour demandeurs d'asile à leur nombre.

**5- Appréhender les Cada comme des lieux de transition :**

- D'accord, mais je suis opposée à ce que les demandeurs d'asile soient déboutés.

**6- Redéfinir la place des plateformes d'accueil et de l'hébergement d'urgence :**

- D'accord. Dans un pays développé, une société humaine devrait accueillir dignement les réfugiés et leur donner les moyens matériels et moraux de s'intégrer.

- 7- **Prévoir la sortie des Cada :**
  - Même réponse que pour la proposition 6.
- 8- **Créer un ministère des Migrations et de la Protection internationale :**
  - Je pense que ce qui est à changer, c'est l'ensemble de la politique anti-immigrés de l'État, je ne suis pas sûre qu'un Ministère de plus changerait grand-chose.
- 9- **Créer des agences régionales d'accueil des migrants et de l'intégration :**
  - Même réponse que pour la proposition 8.
- 10- **Rechercher l'harmonisation sur la base des standards les plus élevés :**
  - D'accord. A condition que la politique européenne ne consiste pas à dresser des barrières aux frontières pour rejeter ceux qui cherchent asile.
- 11- **Évaluer l'ensemble des pratiques nationales au sein de l'Union Européenne :**
  - Même réponse que pour la proposition 10.
- 12- **Placer la solidarité entre États membres au cœur du régime européen :**
  - Même réponse que pour la proposition 10.
- 13- **Garantir l'accès des réfugiés extracommunautaires au territoire européen :**
  - D'accord.
- 14- **Les parcours de séjour doivent être sécurisés :**
  - D'accord, un titre de séjour de 3 ans est bien le minimum.
- 15- **Le droit de vivre en famille doit être effectif :**
  - D'accord. Quoique neuf mois de délai pour avoir le droit de rejoindre sa famille me semble déjà très long. Je ne vois pas au nom de quoi on empêcherait la vie de famille.
- 16- **Les migrations professionnelles doivent être organisées avec plus de cohérence :**
  - C'est l'économie capitaliste dans son ensemble qui manque de cohérence et se meut dans une succession de crises.
- 17- **La politique des visas doit favoriser les échanges de compétence et de savoir :**
  - C'est bien le moins.
- 18- **Repenser un contrat d'affiliation :**
  - D'accord.
- 19- **Lutter contre les discriminations :**
  - D'accord.
- 20- **Favoriser la citoyenneté de résidence :**
  - D'accord. Je suis pour étendre ce droit de vote à toutes les élections.
- 21- **Stabiliser le droit de la nationalité et en finir avec l'ère du soupçon :**
  - D'accord. Je suis opposée à toute discrimination basée sur la nationalité.
- 22- **L'enfermement des enfants doit être interdit :**
  - D'accord.
- 23- **Un schéma national de protection et de solidarité impliquant l'État, les départements et les associations doit être mis en place :**
  - D'accord. Même réponse que pour la proposition 8.
- 24- **Être moteur dans l'adoption d'une directive européenne sur le statut des mineurs isolés étrangers :**

- D'accord. Je suis tout autant opposée à la politique anti-immigré menée en France, qu'à son équivalent à l'échelle européenne.
- 25- La privation de liberté doit rester une mesure exceptionnelle :**
- Je suis a priori contre tout centre de rétention car être sans papier ne doit pas être un délit. Et s'il s'agit de condamnations pour des actes criminels, cela relève de la police et de la justice comme pour tous les citoyens.
- 26- La régularisation est un outil qui doit s'appuyer sur des critères transparents :**
- Je suis pour la régularisation des tous les sans-papiers.
- 27- Un débat politique à apaiser pour une politique plus juste :**
- Je dénonce les courants politiques qui utilisent et renforcent les préjugés anti-étrangers.
- 28- Refonder le pilotage national et local :**
- Même réponse que pour la proposition 8.
- 29- La politique européenne d'immigration doit tendre à une égalité des droits et un partenariat équilibré avec les pays tiers :**
- C'est bien le moins.
- 30- Le dialogue régional sur les migrations : mettre place des coopérations renforcées par zone migratoire :**
- Je dénonce l'inhumaine coopération anti-immigrés par laquelle les pays développés d'Europe comme la France sous-traitent la chasse aux migrants, notamment Africains, à des dictatures sanglantes. C'était le cas avec la Lybie de Kadhafi.
- 31- Ratifier la convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille :**
- C'est bien le moins. Mais au vu de toutes les conventions que la France a signé pour la galerie et ne respecte pas dans la réalité, je ne crois pas que cela seul pourrait améliorer la situation des migrants.

Étant donné mon calendrier de campagne, je ne crois pas que je pourrai vous rencontrer personnellement. Toutefois si vous souhaitez vous entretenir avec un membre de mon équipe de campagne, faites-le moi savoir par retour du courrier.

En espérant avoir répondu à vos propositions, soyez assurés de mon soutien pour toute initiative visant à en finir avec une politique d'État anti-immigré. Et permettez-moi de conclure par une phrase qui constitue la base de mes idées politiques – écrite par Karl Marx en conclusion du Manifeste du parti communiste - :  
« prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Recevez, Messieurs, l'expression de mes sincères salutations.

Nathalie Arthaud

